



## Education

# Ces enseignants qui ont perdu confiance en leur ministre

**LE VENT** de contestation des réformes lancées par Jean-Michel Banquer s'étend désormais au-delà des cercles syndicaux et militants classiques. *Le Monde* a interrogé des professeurs dont certains avaient voté dès le premier tour pour Emmanuel Macron en 2017 et qui expriment aujourd'hui leur désillusion et parfois leur colère.

La refonte du lycée, des programmes et du bac voulue par le ministre de l'éducation a créé un « climat anxigène ». La politique de revalorisation des salaires entreprise par le ministre est contrecarrée par la réforme des retraites, qui pourrait faire de la profession la grande perdante du nouveau système.

Face à des perturbations encore sporadiques, plusieurs rectorats menacent de sanctionner les enseignants qui envisageraient de perturber les épreuves du bac.

PAGES 8-9



# FRANCE

## Nouveau bac : Jean-Michel Blanquer face à une semaine test

Les épreuves de contrôle continu ont lieu à partir de lundi dans la majorité des établissements parisiens. Une défiance profonde s'est installée entre le ministre de l'éducation et de nombreux enseignants

**Q**u'on puisse le décrire comme un « enseignant radicalisé » le ferait « presque rire », s'il n'avait pas la conviction que quelque chose de grave se joue sur le terrain de l'éducation. « Au départ, j'étais plutôt partant pour une réforme du lycée, pour changer la façon de travailler, donner plus de choix aux élèves... Et même, confie Nicolas Herla, en-

seignant dans un lycée de Charente-Maritime, *pour toucher à ce totem qu'est le bac.* »

L'agrégé de mathématiques, qui s'est toujours considéré de centre gauche (« plutôt de sensibilité rocardienne »), s'est laissé tenter par le vote Macron en 2017, comme environ un tiers des enseignants dès le premier tour. « J'avais envie de changement, d'un souffle nouveau », dit-il. Près de trois ans sont passés, et il a le sentiment d'avoir « basculé ». Jusqu'à se prononcer, il y a quelques jours, en

faveur de la grève de la surveillance des premières E3C, les nouvelles épreuves de contrôle continu du baccalauréat. « *Ma posture n'est pas politique, répète Nicolas Herla. Je suis simplement dégoûté tant par ce qui se passe en classe que par la manière dont on parle de nous dans les médias. On est bien plus qu'une "minorité vocale"* [expression utilisée par M. Blanquer], s'énerve ce non syndiqué. *A ne pas nous écouter, le gouvernement prend le risque*



de nous perdre!»

C'est aussi l'avertissement que formule Julien, professeur de philosophie dans le Sud-Ouest, syndiqué «certaines années» mais pas «systématiquement», et qui a requis l'anonymat avant de témoigner. «A mots plus ou moins couverts, l'idée qui revient en salle des professeurs est celle-ci: on a pensé que le vote Macron était évidemment préférable au vote Le Pen; on se dit à présent que cela n'aurait peut-être pas été pire. J'entends ça dans la bouche de collègues qui n'ont jamais transigé sur leurs valeurs et, franchement, cela m'inquiète», confie-t-il.

### «TERREAU CONFLICTUEL»

Un témoignage isolé? «En salle des profs, une exaspération très forte s'exprime», affirme Sophie Vénéritay, porte-parole du SNES-FSU, syndicat majoritaire dans le secondaire. Dans le primaire aussi, le «terreau est devenu conflictuel», font valoir SNUipp-FSU et SE-UNSA.

Au-delà des cercles syndicaux, il suffit de tendre l'oreille pour entendre des enseignants, y compris parmi ceux qui se définissent comme «apolitiques», mettre des mots sur la déception ressentie. «Peut-être qu'elle ne serait pas aussi forte si on n'attendait pas beaucoup de notre ministre de tutelle, salué dans l'opinion comme un expert», témoigne anonymement Jeanne, professeure des écoles en région parisienne.

A peine nommé, Jean-Michel Blanquer a accordé aux enseignants, en signe d'apaisement, ce qu'ils n'avaient cessé de réclamer lors du quinquennat de François Hollande: un retour sur les très impopulaires réformes du collège et des rythmes scolaires. «Il nous avait aussi promis une pause dans les réformes», reprend Jeanne. Il faut croire que ce type de promesse réside mal à l'exercice du pouvoir.»

D'un professeur à l'autre, les

mêmes formules reviennent: il est question de «perte de sens du métier», d'élèves qu'on aimerait «mieux accompagner». D'une «loi confiance» devenue «synonyme de défiance». Du «précédent» qu'a constitué la grève «inédite» du baccalauréat en 2019. De cette réforme du lycée menée «à marche forcée». Des «espoirs déçus», de la «revalo [revalorisation salariale] attendue». Et, sans surprise, du «coup de massue» de la réforme des retraites.

«Les E3C jouent comme un détonateur», avance la syndicaliste Sophie Vénéritay. Dans ce contexte éruptif, chaque prise de parole du ministre de l'éducation est scrutée, commentée... Au ministère, on en a pris bonne note. Jean-Michel Blanquer ne s'exprime plus, depuis quelques jours, sur la situation dans les lycées. Même si un «point d'étape» est prévu en fin de semaine prochaine.

Car la semaine qui s'ouvre est cruciale: l'organisation des premières épreuves du «bac Blanquer», censées s'échelonner jusqu'à la fin février, battra son plein dans les lycées parisiens qui, dans leur grande majorité, ont choisi de convoquer leurs élèves de 1<sup>re</sup> à compter de lundi 3 février. C'est une «semaine test», reconnaît-on dans l'entourage du ministre, alors que des appels au boycott résonnent un peu partout, y compris dans des «grands établissements», peu habitués à donner de la voix.

### «RUPTURE D'ÉGALITÉ»

Les syndicats d'enseignants ont fait feu de tout bois pour dénoncer la désorganisation de l'examen, et la «rupture d'égalité», selon eux, entre les candidats induite par ces épreuves d'un nouveau type. Le 10 janvier, la quasi-totalité des organisations représentatives de l'enseignement public ont écrit à M. Blanquer pour demander l'annulation de

cette première session d'E3C (la réforme en prévoit trois, réparties sur deux ans, valant pour 30 % de la note finale du bac). Le 16 janvier, une intersyndicale du privé a pris position à son tour. Inspecteurs, proviseurs, parents d'élèves ont aussi exprimé leur mécontentement, avec des arguments qui parfois se recoupent, parfois non.

Si Paris fait figure de «capitale de la contestation» avec près de la moitié des enseignants déclarés grévistes, le 5 décembre 2019, lors du premier appel unitaire contre la réforme des retraites (du jamais-vu depuis le mouvement de 2003), les contours et les effets de la mobilisation actuelle sont difficiles à cerner. Il suffit de feuilleter la presse quotidienne régionale pour se laisser convaincre que la colère est diffuse: chaque jour renvoie l'écho d'actions – ou de tentatives d'actions – menées un peu partout, et pas seulement dans les lycées. Dans le sillage des journées de mobilisation interprofessionnelle, de nouvelles modalités de protestation ont vu le jour. Ici une «nuit des écoles», là des jets de manuels ou de cartables, ailleurs des «retraites aux flambeaux»...

Pour l'institution, ces initiatives restent «circonscrites». Les syndicats, eux, assurent qu'elles font tache d'huile. Pris en tenailles, les proviseurs évoquent des «perturbations» dans presque la moitié des lycées où les épreuves ont déjà eu lieu, et d'un report dans 10 % à 15 % d'entre eux. «Le front contre front me paraît difficile à tenir, en tout cas sur le long terme», prévient Philippe Vincent, du syndicat des proviseurs de l'UNSA.

Sans entrer dans la bataille de chiffres, les observateurs du paysage scolaire reconnaissent être surpris par l'«aspect transgressif» des actions en cours. Leur inquiétude se cristallise sur au moins deux points, à commencer par



l'irruption dans le jeu des lycéens. « *Le mouvement social lancé en décembre, et qui rebondit avec la crise du bac, contredit les analyses dominantes qui prédisaient la fin de la conflictualité sociale*, souligne Laurent Frajerman, spécialiste du syndicalisme enseignant à l'Institut de recherches de la FSU. *Les professeurs sont des légalistes, je doute qu'ils aillent beaucoup plus loin. Le danger pour le gouvernement, à rester inflexible, est que toutes les colères, y compris celle de la jeunesse, des lycées et des quartiers, s'agrègent.* »

Deuxième risque identifié : celui qui pèse sur la gouvernance du système. « *Ce qui me semble préoccupant, c'est que les cadres à tous les niveaux, des recteurs aux chefs d'établissement, se retrouvent sous une très forte pression et risquent la rupture avec leurs équipes*, avance un ancien recteur. *Leur légitimité risque d'être remise en cause, ce qui rendrait le système peu gouvernable.* » Les menaces de sanctions agitées, ces derniers jours, par un certain nombre de recteurs et de proviseurs, qui n'hésitent pas à en appeler aux forces de l'ordre, à envisager de porter plainte contre des enseignants ou de distribuer des « zéros pointés » aux lycéens bloqueurs, sont un signe de cette fébrilité.

L'« *alignement des planètes* », disent les spécialistes des questions scolaires, est compliqué : le mécontentement né du projet de refonte des pensions, et qui se cristallise autour des épreuves du bac, pourrait prendre un nouvel élan avec l'annonce, imminente, de la répartition des moyens d'enseignement pour la rentrée 2020 (les « DHG » dans le jargon des professeurs). D'autant qu'on attend un millier de postes en moins dans le second degré, pour 30 000 élèves de plus dans les collèges et lycées.

« *Une dynamique est lancée, et la minimiser n'aura pas d'autre effet*

*que d'augmenter notre détermination* », reprend Nicolas Herla, l'enseignant de mathématiques. En écoutant M. Blanquer à la radio, le 19 janvier, affirmer que 99,9 % des enseignants étaient d'accord avec lui quand il dit qu'« *on peut aimer son métier et ne pas perturber les choses* » (et non que 99,9 % étaient d'accord avec sa réforme du bac, comme cela a pu être interprété), l'envie lui est venue de « *vérifier la chose* ». « *J'ai contacté un collègue. Je lui ai dit : "Chiche, on lance une pétition !"* » Mis en ligne, le texte récolte 25 000 signatures le premier jour, autant le deuxième... « *Si on m'avait dit qu'on aurait dépassé les 90 000 signatures, je ne l'aurais pas cru* », assure l'enseignant. Sur Twitter, le hashtag #jesuiso,1% rivalise avec #bacastrophe ou #stopE3C.

Parmi ceux qui se tiennent à l'écart du mouvement, des réserves s'expriment aussi. « *Je me sens tiraillé* », confie Marc, professeur d'histoire-géographie. Appelé « *en renfort* » dans son lycée pour assurer la surveillance des écrits du bac, il s'« *est exécuté* », dit-il, mais il n'en rejette pas moins les « *conséquences concrètes* » de la réforme du lycée : « *Le groupe classe qui implose, les programmes qui s'alourdissent* »... Dominique, chargée d'un CP dédoublé, promesse-phare du candidat Macron, s'est longtemps sentie « *à l'abri* ». Ce n'est plus le cas. « *Devant le climat anxieux qui sévit au sein de l'éducation nationale, je me replie sur ma classe, j'essaie de me préserver*, explique-t-elle. *C'est d'abord un moyen d'essayer de garder la foi en mon métier.* »

#### CHANTIER

Le ministre de l'éducation conserve cependant, pour les analyses politiques, toute la confiance de l'Élysée et de Matignon. Son image aux yeux de l'opinion n'est pas – ou très peu – dégradée. Sa communication est maîtrisée. Et

M. Blanquer garde dans sa manche un atout : la revalorisation tout juste mise en chantier. Elle peut aussi devenir sa faiblesse. « *Il s'est battu avec Bercy pour l'obtenir, et voilà que le dossier retraites sort et qu'il découvre, comme tout le monde, que les enseignants, sans compensation, pourraient être les grands perdants de la réforme*, raconte un proche du ministre. *L'imbrication des deux sujets, je suis sûr qu'il ne l'avait pas anticipée.* » Depuis plusieurs semaines, les syndicats sont reçus au ministère pour en discuter.

Une sortie de crise – ou au moins une accalmie – peut-elle venir d'un « *ajustement* » des épreuves du bac ? Le comité de suivi de la réforme du lycée semble plaider en ce sens. Réuni le 28 janvier, il a fait le constat que la « *formule hybride des E3C est contraire à l'esprit de simplification de la réforme du bac* ». Des propositions seront faites à M. Blanquer en mars. Rien ne filtre de ce qu'il serait prêt à en faire. ■

MATTEA BATTAGLIA

**« DEVANT LE CLIMAT ANXIOGÈNE QUI SÉVIT AU SEIN DE L'ÉDUCATION NATIONALE, JE ME REPLIE SUR MA CLASSE, J'ESSAIE DE ME PRÉSERVER »**

DOMINIQUE  
 enseignante en CP

**« PEUT-ÊTRE QUE LA DÉCEPTION NE SERAIT PAS AUSSI FORTE SI ON N'ATTENDAIT PAS BEAUCOUP DE NOTRE MINISTRE DE TUTELLE, SALUÉ DANS L'OPINION COMME UN EXPERT »**

JEANNE  
 professeure des écoles



**Devant le lycée  
Charlemagne,  
à Paris,  
le 16 janvier.**

JULIEN MUGUET  
POUR « LE MONDE »